

Prokopis Pavlopoulos est élu président de la République en Grèce

Corinne Deloy

Résultats

Résumé :

Prokopis Pavlopoulos a été élu président de la République grecque le 18 février. Il a recueilli 233 voix, soit +33 par rapport à la majorité des 2/3 des suffrages requise lors du 1er tour de scrutin. Les députés de la Coalition de la gauche radicale (SYRIZA), du Parti des Grecs indépendants (ANEL) et de la Nouvelle Démocratie (ND) ont voté pour lui.

Nikos Alivizatos, candidat présenté par To Potami, parti dirigé par Stavros Theodorakis, et soutenu par le Mouvement socialiste panhellénique (PASOK), a obtenu 30 voix.

Après quelques hésitations, le Premier ministre grec Alexis Tsipras avait la veille du scrutin choisi Prokopis Pavlopoulos pour succéder au chef de l'Etat sortant Carolos Papoulias, en poste depuis deux mandats. Les jours précédents, les noms de l'archevêque de l'église orthodoxe albanaise Anastasios Yanulatos, de l'ancien Premier ministre (2004-2009) Costas Caramanlis (Nouvelle démocratie, ND) et de l'actuel commissaire européen aux Migrations et aux Affaires intérieures Dimitris Avramopoulos (ND) avaient circulé. Concernant ce dernier, le président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker (Parti populaire européen, PPE) avait fait connaître ses réticences à voir partir l'un de ses commissaires qui aurait probablement été remplacé par un membre de SYRIZA, ce qui aurait bouleversé l'équilibre de la Commission.

Alexis Tsipras a également dû faire face aux critiques de l'aile gauche de son parti, emmenée par le ministre de la Restructuration de la production, de l'Environnement et de l'Énergie Panayotis Lafazanis, qui souhaitait que le poste de président de la République revienne à un homme de gauche et avait proposé les noms de Manolis Drettakis (PASOK), ancien ministre des Finances (1981-1982), et de Ioanna Karystiani, écrivain et scénariste.

Le chef du gouvernement a défendu la candidature de Prokopis Pavlopoulos en le qualifiant d'homme disposant « d'un haut niveau de conscience nationale » et en affirmant son désir de proposer un candidat d'union, acceptable par l'ensemble de la classe politique. Il a précisé que « face à l'Histoire, la gauche ne devait pas se montrer arrogante et trop exiger ».

Il a dû aussi composer avec l'ANEL, son partenaire au gouvernement, dont le dirigeant, Panos Kammenos, a affirmé qu'il ne voterait que pour un candidat de droite et a proposé le nom de l'ancienne maire d'Athènes, Dora Bakoyannis (ND).

L'élection de Prokopis Pavlopoulos s'inscrit dans la tradition grecque d'une présidence de la République garante de l'unité nationale. Ainsi, en 1995, le gouvernement d'Andreas Papandreou (PASOK) avait fait élire Constantin Stephanopoulos (ND) ; en 2005, le chef du gouvernement Costas Caramanlis (ND) avait désigné Carolos Papoulias (PASOK).

Agé de 64 ans, le chef de l'Etat est originaire de Kalamata (Sud du Péloponnèse). Il est diplômé en droit de l'université d'Athènes et de l'université Paris 2 et a commencé sa carrière comme avocat et professeur de droit public à l'université d'Athènes.

Il a été secrétaire du président de la République Michail Stasinopoulos (ND) (1974-1975) au moment de la transition démocratique puis collaborateur juridique au ministère de la Coordination, ministre-adjoint à la Présidence du Conseil, porte-parole du gouvernement de Xenophon Zolotas (1989-1990) et conseiller juridique de Costas Caramanlis (ND). Il a également été porte-parole de la ND et chef de son groupe parlementaire. Elu député en 1996, Prokopis Pavlopoulos a été ministre de l'Intérieur, de l'Administration publique

et de la Décentralisation entre 2004 et 2009 dans le gouvernement Caramanlis.

L'élection de Prokopis Pavlopoulos à la présidence de la République grecque met donc un terme au processus électoral commencé en décembre dernier qui avait vu le parlement grec échouer à élire le chef de l'Etat, ce qui avait entraîné l'organisation d'élections législatives anticipées qui se sont déroulées le 25 janvier.

Il prendra ses fonctions le 13 mars prochain.

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :
www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.